

Conseil mondial de l'eau

Communiqué de Presse

Clôture du Forum de Mexico : pour un rôle accru des collectivités locales et davantage d'hydro-solidarités

22 mars 2006 - Le 4e Forum mondial de l'eau s'est achevé à Mexico mercredi 22 mars (Journée mondiale de l'eau) après sept jours de débats et d'échanges d'idées. Près de 20.000 personnes venues du monde entier (représentants officiels et élus de 140 pays, experts, ONG, entreprises, journalistes, représentants de la société civile et en particulier des jeunes) ont participé à deux cents sessions de travail au cours desquelles 1500 actions locales ont été présentées (le thème du Forum était « Actions locales pour un défi global »).

« Un Forum d'ouverture et de tolérance (...) chacun a écouté, chacun a parlé, chacun a réfléchi, chacun a proposé » : tels ont été les mots de conclusion de Loïc Fauchon, qui a été réélu président du Conseil mondial de l'eau pour trois ans, dimanche 19 mars à Mexico. Loïc Fauchon a souligné les convergences d'idées rendues possibles par le Forum : « convergence sur la nécessité d'inventer de nouvelles solidarités, de véritables « hydro-solidarités », et sur la nécessité de privilégier le local ». « Remplacer la spirale de l'endettement par la spirale du développement, accroître le rendement de la goutte d'eau (...). La cause de l'eau est d'abord politique et humaine avant d'être économique et financière (...), la décentralisation des responsabilités ne doit pas provoquer le désengagement des Etats », a conclu Loïc Fauchon.

Au nom de la CONAGUA (Comision nacional del Agua) et des autorités mexicaines co-organisatrices du Forum, Cristóbal Jaime Jáquez a conclu le Forum en appelant les participants à « maintenir l'enthousiasme » né de la rencontre en soulignant que « les problèmes de l'eau ont une solution si tout le monde œuvre ensemble ». Il a ajouté que « tous les êtres humains ont droit à l'eau et à l'assainissement » et que pour y parvenir, les pays devaient se doter de plans d'action à long terme en laissant les autorités locales décider des modalités de gestion de l'eau les plus adaptées aux réalités du terrain.

Dans une déclaration adoptée en conclusion du Forum, les ministres (ou délégations ministérielles) représentant 140 pays ont réaffirmé leur engagement en faveur d'une prise en compte accrue de l'eau comme enjeu prioritaire du développement. Réitérant leur volonté d'atteindre les Objectifs du millénaire en matière d'accès à l'eau et d'assainissement, les ministres ont souhaité « un accroissement substantiel des ressources » affectées à l'eau (tous financements confondus, en particulier l'aide

publique au développement), et un recours renforcé aux « pratiques innovantes comme la récupération des eaux de pluie et le développement de projets hydro-électriques ». La déclaration ministérielle invite les Etats et les collectivités locales à prendre en compte la nécessité d'une prévention accrue des risques et des catastrophes naturelles liées à l'eau en veillant à renforcer les mécanismes de coopération à tous les échelons et la participation de la société civile (en particulier les femmes et les jeunes).

Présents à Mexico, les maires et élus locaux de la CGLU (Cités et gouvernements locaux unis) ont adopté une déclaration mettant l'accent sur « la responsabilité et la compétence des autorités publiques locales en matière d'eau potable et d'assainissement », en mettant l'accent sur le fait que « tous les êtres humains ont droit à l'accès à l'eau, en quantité et qualité suffisantes pour satisfaire leurs besoins essentiels, ainsi qu'à l'assainissement –élément décisif pour la santé et la prévention des écosystèmes ». Les maires et élus locaux demandent aux gouvernements nationaux, aux organisations régionales et internationales et aux Nations unies d' « accroître les financements des infrastructures locales de l'eau et de l'assainissement ». Le texte de la CGLU met également l'accent sur la nécessité de « mobiliser, là où cela est possible, des fonds y compris sur la facture d'eau, pour des actions de coopération solidaire décentralisée, équitables, transparentes, inscrites dans la durée... ».

Dans une déclaration transmise par vidéo aux participants du Forum, le président français Jacques Chirac a fait part du « sentiment d'urgence » qui s'impose à tous face à l'enjeu de l'eau, et a appelé à un « engagement collectif et durable » de la part de tous. « Notre réussite, a-t-il ajouté, ne se mesurera pas en milliards d'euros, mais en millions de vies sauvées ou préservées de la maladie, en centaines de millions de personnes pour lesquelles l'accès à l'eau et l'assainissement ne sera plus un combat quotidien ».

A l'occasion de la cérémonie de clôture du Forum, le « Grand Prix mondial de l'eau de Kyoto » a été remis par William Cosgrove, ancien président du Conseil mondial de l'eau, à Joe Madiath, directeur exécutif de Gram Vikas, une ONG indienne active dans l'Etat de l'Orissa. Récompensé pour son action en faveur des communautés rurales de l'Orissa (140.000 personnes touchées), Gram Vikas a réussi à faire décroître de manière considérable les maladies hydriques dans la région. Le prix, d'un montant de 45.000 dollars (5 millions de yens), est décerné tous les trois ans à l'occasion du Forum mondial de l'eau par la ville de Kyoto, l'association Soroptimist international et le Conseil mondial de l'eau. Les négociations sont en cours avec la Turquie pour la tenue à Istanbul du prochain Forum mondial de l'eau en mars 2009.

* * *

<p>Contact: Stéphanie Porro, Chargée de communication Tel: 04 91 99 41 00 / 06 64 21 64 25 E-mail : s.porro@worldwatercouncil.org</p>

Le Conseil mondial de l'eau, organisme indépendant ayant son siège à Marseille, a pour vocation de promouvoir une meilleure gestion de l'eau dans le monde, et cherche tout particulièrement à mobiliser les décideurs politiques et économiques. Créée en 1996, le Conseil regroupe plus de 350 organisations membres. Il est l'organisateur du Forum mondial de l'eau.